

## La pornographie

Pierre Lefebvre

Numéro 304, été 2014

La chanson dans tous les sens

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71847ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lefebvre, P. (2014). La pornographie. *Liberté*, (304), 5–5.

# La pornographie

Comme si, faute d'imaginer, c'était vivre que nous perdions de vue.

— Annie Le Brun

**V**OUS ALLEZ RIRE : au moment où je rédige ces lignes, nous sommes toujours plongés en pleine campagne électorale. Et si je me permets de l'évoquer, c'est justement parce qu'à la parution du présent numéro, ni vous ni moi n'y penserons plus. Or, cet oubli-là m'accable. Les campagnes, en effet, et celle-ci particulièrement, ont souvent le beau mérite d'étaler à la vue de tous le nihilisme mortifère des pouvoirs qui nous gouvernent. Dans l'écoulement des jours ordinaires où ils exercent sur nous leur ascendant, il faut généralement faire un petit peu plus d'efforts pour le voir. Mais présentement, médias et candidats forment ensemble un parfait no man's land.

D'annonces en points de presse, d'entrevues en messages publicitaires, la campagne électorale, en fait, m'apparaît être au politique ce que la pornographie – venant d'ailleurs du grec *pornê* (prostituée) et *graphê* (écriture) – est à la sexualité, soit une représentation grotesque du sel de la vie. Difficile de ne pas y reconnaître la médiocrité même de nos existences, tout comme celle de nos institutions publiques.

Les deux principaux partis nous offrent le spectacle de leur incapacité toute nue à concevoir, imaginer et plus encore formuler le moindre au-delà à ce qui se trouve devant leurs yeux. Les entendre croasser *c'est légal, c'est légal, c'est légal*, depuis l'évocation du Delaware, de l'île de Jersey ou de l'indemnité de départ du bon docteur Barrette suffit d'ailleurs à enfoncer ce clou-là de façon définitive. L'on semble

en effet être désormais trop abrutis pour se rappeler la ségrégation raciale, le travail des enfants en usine ou l'interdiction du droit de vote aux femmes, bref de toute injustice qui nous apparaît aujourd'hui odieuse et qui, pourtant, a été un jour inscrite en bonne et due forme au sein d'une législation approuvée et défendue par l'État.

La chose est d'autant plus désespérante que le Parti libéral et le Parti québécois ont quand même déjà été des lieux de propositions fortes. Pendant la Révolution tranquille, se doter d'un État ayant les reins assez solides pour prendre la place de l'Église dans l'organisation à la fois concrète et symbolique de notre société, c'était quand même pas pire comme déchirure dans la trame de l'époque, tout comme l'était le projet indépendantiste au cours des années soixante-dix. Or, les libéraux aussi bien que les péquistes se contentent aujourd'hui de suivre mollement la grisaille délétaire de l'air du temps. Les uns en démantelant l'État qu'ils avaient pourtant mis en place, et ce, afin de livrer au privé les responsabilités dont ils ne veulent plus; les autres préférant touiller, exciter, légitimer les craintes identitaires les plus malsaines au lieu d'avoir le courage de regarder en face le désarroi les suscitant afin de les dénouer, des les apaiser, de les résoudre.

C'était d'autant plus criant lors des débats. Pour l'un et pour l'autre, l'essentiel consistait à ne rien affirmer, à ne pas faire de vagues, à ne pas commettre de bourde, surtout à ne rien risquer. Normal, le débat des chefs n'est pas une tribune où ils peuvent à loisir exposer et défendre leur programme, mais un exercice se réduisant à aller chercher

trois points de plus dans le prochain sondage. Une véritable proposition risquerait en effet de brusquer les futurs sondés. Comme le dit si bien Madame Marois, en martelant que l'on n'a rien à craindre, car un référendum n'est pas à l'ordre du jour : « Jamais je ne bousculerai les Québécois. » Or, un projet politique fort implique nécessairement, me semble-t-il, un petit peu de bousculade. Autrement, à quoi bon? L'idée d'évoquer, et plus encore de rendre possible, autre chose que ce dont nous sommes déjà gavés est manifestement devenue insupportable au pouvoir.

Qu'a-t-on à nous proposer pour nous arracher à la morne répétition du cours *normal* des jours, c'est-à-dire surproduire et surconsommer sans même un temps d'arrêt dans le cadre duquel il nous serait pensable d'enviesager les tristes conséquences de nos façons de vivre? Le « nous allons créer de l'emploi » répété *ad nauseam* par tous, telle une formule magique censée ouvrir je ne sais trop quel sésame, est bien la preuve que l'on ne sait plus songer à rien d'autre. L'on en arrive ainsi à un merveilleux paradoxe : des partis politiques qui renient l'essence même de la politique, dans la mesure où ils n'ont aucune fin à nous proposer. Leur seule et unique ambition se résume maintenant à être et à rester de simples gestionnaires du statu quo. Et ma crainte, c'est qu'ils ne soient rien de plus que le symptôme de notre incapacité à vouloir, collectivement, une vie autre.

Au moment même où vous lirez ces lignes, la campagne ne sera plus pour nous qu'un vague souvenir. Le Québec, par contre, sera toujours à son image.

— Pierre Lefebvre 